

## DÉBATS

Big Bang

## Quelle refondation pour le socialisme français ?

par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg

LES appels à la rénovation constituent un classique de la parole politique. Dans une année, même paisible, on n'arrive guère à les compter. Mais de temps à autre un de ces appels sonne juste et rencontre un écho profond. A l'évidence, il en va ainsi avec le discours de Michel Rocard à Montlouis le 17 février. La conjoncture – des élections difficiles pour le Parti socialiste – explique le moment, le jour et le lieu. Mais, l'onde de choc provoquée par Michel Rocard va manifestement au-delà. Aux yeux de tous, le socialisme français se trouve à un tournant. Tout appelle, en effet, une « refondation » ample, tant les points de repère sont aujourd'hui brouillés. Le socialisme français a déjà connu dans son histoire plusieurs crises qui l'ont amené à se remettre en cause.

Mais la crise actuelle ne ressemble pas aux crises du passé. La nouvelle refondation qu'appelle le socialisme ne peut se faire selon les schémas des refondations antérieures.

L'histoire du Parti socialiste n'offre pas un cours linéaire, elle a, au contraire, un caractère cyclique. Quinze années après sa création, la SFIO connaît la scission en 1920 et une minorité seulement refuse le communisme. En 1940, le Parti est paralysé par l'opposition entre « pacifistes » et « bellicistes ». Il ne se reconstitue difficilement qu'à travers la Résistance au prix d'une sévère épuration. La victoire de Guy Mollet au congrès d'août 1946 ne permet de renouer que momentanément les fils de la continuité. La « troisième force » de guerre froide, les choix demandés par la décolonisation, le défi que constitue la V<sup>e</sup> République entraînent l'étiollement et la division. Depuis l'élection présidentielle de 1965, la recomposition demande plus de six années. Le dernier cycle ouvert à Epinay, marqué par le « plus long exercice du pouvoir qu'ait connu le socialisme français », s'achève aujourd'hui.

Que finalement, à peu près d'une génération à l'autre, tout ou presque soit à reprendre traduit une fragilité inhérente au socialisme français qui rend compte de la nécessité périodique de le « refonder ». Cette fragilité a une origine qui peut paraître paradoxale, mais qui n'a cessé de façonner l'identité du socialisme français. Le décalage entre l'éclosion précoce de la République et le développement tardif du mouvement ouvrier explique, à la fois d'un côté la prégnance de la

culture républicaine avec notamment la division entre la droite et la gauche, clivage de nature politique, de l'autre côté, la méfiance anarcho-sindicaliste pour la République bourgeoise, la défiance vis-à-vis des élus, finalement la dichotomie consacrée par la charte d'Amiens entre le combat syndical et l'action politique, renforcée, pour les socialistes, par l'emprise du communisme sur une part du mouvement syndical.

## Une double impossibilité

Les socialistes se sont ainsi trouvés longtemps devant une double impossibilité, celle de la lutte contre les républicains et celle du compromis durable avec la bourgeoisie, devant donc la tâche de rassembler socialistes et républicains sans pour autant compromettre les premiers dans le partage du pouvoir avec les seconds. Tel est l'exercice de voltige qu'ont pratiqué tous les dirigeants socialistes depuis Jaurès jusqu'à Mitterrand. Les traits essentiels du Parti socialiste en ont découlé dessinant une sorte de modèle génétique : l'importance de la doctrine marxiste, « marqueur » idéologique d'autant plus important que l'identité est régulièrement en question, l'existence de courants divisés sur l'interprétation de cette doctrine, la faiblesse de la base sociale et une réelle dépendance vis-à-vis de l'environnement, la légèreté des structures organisationnelles, un faible degré de cohésion qui rend indispensable le rôle d'un leader, maître de la « synthèse ».

Il est aisé de comprendre pourquoi le pouvoir a toujours été une épreuve pour le socialisme. Que ce soit en 1936, à la Libération, encore plus dans les gouvernements de « troisième force », et, récemment, depuis 1981, il a non seulement mis en évidence l'écart entre des promesses et des réalités (mais cela est commun à tous les partis) mais, surtout, mis à mal l'identité contradictoire du Parti socialiste. A chaque fois, les socialistes ont dû travailler à refonder leur identité. Ils l'ont fait en retrouvant une intransigence idéologique, en condamnant les alliances à droite, en se réunissant autour d'un leader. Au fur et à mesure évidemment que, le temps passant, le Parti socialiste s'est intégré pleinement dans le jeu politique, les refondations ont été plus difficiles. Mais il a été possible qu'elles gardent les mêmes caractères – car la structure de la

gauche, le Parti socialiste assis dans un entre-deux, entre une gauche modérée et une gauche révolutionnaire, pouvait conserver une capacité de synthèse conciliant la « réforme » et la « révolution », en un mot la République et le socialisme. De cette faiblesse, le socialisme consciemment ou inconsciemment selon les hommes et selon les périodes a pu tirer les ressources de ces renaissances successives malgré les crises traversées.

Aujourd'hui, la crise paraît plus grave. Elle va bien au-delà de l'usure naturelle du pouvoir. Car, à la fois, la doctrine et la stratégie sont en cause. La doctrine, bien sûr. Le déclin du marxisme est patent. Mais c'est surtout la réalité qu'il recouvrait qui est en cause. Le choix du printemps 1983, qui, sous la question du maintien ou non du franc dans le SME, amène de fait l'acceptation d'une économie de marché ouverte sur le monde, remet en cause ce qui était le cœur de la doctrine depuis le Front populaire, la confiance quasi exclusive dans l'action réformatrice de l'Etat national. La nationalisation était devenue depuis cette date le critère de l'orthodoxie socialiste en étant censée répondre aux nécessités économiques, sociales et politiques. Le projet socialiste de décembre 1991 en a pris acte.

## L'usage du pouvoir

La stratégie également est en cause. L'union de la gauche tripartite, gauche républicaine, gauche socialiste, gauche communiste, n'a plus le sens qu'elle a eu longtemps dans la mesure où le Parti communiste n'a plus de légitimité réelle tant qu'il n'a pas mis en œuvre la même mutation que le communisme italien. Une troisième dimension s'ajoute à ces deux données déjà importantes. Elle tient dans la crise morale que traverse le Parti socialiste. On peut certes rappeler qu'il en allait ainsi dans les crises précédentes. La crise morale provoquée par l'union sacrée de 1914 à 1917 n'a pas été pour rien dans l'affaiblissement de 1920. L'attitude collaborationniste d'un courant de la SFIO a handicapé les socialistes à la Libération. L'absence de dénonciation des actes de torture pendant la guerre d'Algérie a profondément discrédité le « socialisme molletiste ». Aujourd'hui, la crise morale a une origine en un sens moins dramatique mais non moins grave. Les « affaires » ne touchent qu'une petite minorité de personnes. Mais l'impression est forte que les socialistes n'ont pas maîtrisé non l'exercice du pouvoir – au contraire, ils ont fait la preuve de leur capacité à gouverner, – mais l'usage du pouvoir.

Si une refondation est à nouveau nécessaire, elle ne peut donc ressembler à celles d'hier, pour des raisons qui tiennent à la fois à l'évolution du Parti socialiste français et à la situation générale du socialisme démocratique aujourd'hui.

Les refondations ou tentatives de refondation successives du Parti socialiste jusqu'au congrès d'Epinay ont voulu signifier un retour à la fidélité doctrinale, une critique de l'exercice du pouvoir, une volonté d'effacer la coupure de Tours dès que les conditions le permettraient, la réaffirmation de la primauté du parti sur le pouvoir, du militant sur l'élu, enfin, l'irréductibilité du « Parti socialiste de toujours » à toute autre formation politique. La refondation d'Epinay en 1971 a représenté un modèle différent d'adaptation. François Mitterrand a entendu réévaluer l'objectif du pouvoir. Mais, dans les conditions du moment, il a échangé en quelque sorte cette réévaluation, et ce qu'elle exigeait du point de vue de sa propre autonomie par rapport au parti, contre

le retour à l'orthodoxie doctrinale – rupture avec le capitalisme, union avec le Parti communiste, renaissance des concepts marxistes, rejet de la social-démocratie, – qui conduisait à mesurer l'ampleur des transformations à apporter à l'aune des nationalisations réalisées. Ce modèle d'adaptation a révélé son efficacité : reconstitution d'un grand Parti socialiste et victoire électorale.

Pourtant, son coût est apparu de plus en plus lourd au fur et à mesure que l'exercice du pouvoir se prolongeait, surtout après le tournant de la politique gouvernementale en 1983. La position préminente de François Mitterrand, à la fois dans l'Etat et dans le parti, jointe au fait qu'il n'éprouva pas le besoin de hâter la révision doctrinale d'un parti de plus en plus en porte à faux par rapport à l'action gouvernementale, eurent pour conséquence que le parti put ainsi entretenir l'illusion que la politique gouvernementale socialiste ne l'engageait pas totalement, se réservant le rôle d'aiguillon du gouvernement et différant le plus longtemps possible le moment de la révision doctrinale. Lorsque celle-ci eut enfin lieu à la fin de l'année 1991, ce fut dans des conditions telles qu'elle fut davantage un état des lieux courageux et lucide de la fin de l'orthodoxie socialiste qu'une véritable redéfinition, maîtrisée et assumée, des objectifs futurs du socialisme français.

La nouvelle refondation ne peut à l'évidence reproduire le modèle d'Epinay et moins encore celui des refondations antérieures. Les circonstances exceptionnelles ne peuvent être invoquées pour justifier les dix années de gouvernement socialiste. Le Parti socialiste se dit désormais volontiers social-démocrate et il a renoncé à faire des nationalisations le moyen et la mesure du changement socialiste. L'alliance préférentielle avec le Parti communiste appartient au passé. Le surgissement des écologistes et la permanence d'une sensibilité centriste l'obligent, comptenu de son propre affaiblissement, à repenser ses alliances. Surtout, en devenant un parti à vocation gouvernementale, il est contraint de terminer lui-même le mouvement d'inversion des priorités commencé par François Mitterrand, cessant d'être un instrument pour devenir acteur à part entière et redéfinissant ses objectifs à partir des buts et des contraintes de l'action gouvernementale. Plus que jamais, sauf à se résoudre au déclin dont François Mitterrand avait jadis interrompu le cours, il lui faut mettre au centre de sa réflexion et au premier rang de ses préoccupations la reconquête d'une capacité de transformation sociale dans l'action gouvernementale même dont la crédibilité est aujourd'hui fortement entamée.

La difficulté est qu'au moment où le socialisme français prend enfin le cap social-démocrate pour tenter de retrouver un équilibre et une identité, la social-démocratie elle-même traverse une crise qui, si elle n'est pas la première de sa longue histoire, n'en présente pas moins une gravité particulière. Cette crise est à la fois politique, idéologique et organisationnelle, et le parti français la subit comme ses homologues européens.

Crise politique et idéologique, car les deux sont liées. A partir de la fin des années 30, les partis socialistes avaient pu assumer l'exercice du pouvoir normal en régime capitaliste et effectuer leur révision doctrinale sans abandonner leur objectif de transformation sociale. Cela avait été rendu possible par la mise en œuvre de politiques gouvernementales d'inspiration keynésienne qui produisaient à la fois le plein emploi, la modernisation économique, et permettaient le financement des régimes de protection sociale. Les chocs

pétroliers des années 70 et 80 et les dérèglements monétaires ont ouvert une période nouvelle au cours de laquelle le « keynésianisme dans un seul pays » qui fondait le compromis social-démocrate a perdu sa pertinence. Le passage du « capitalisme organisé » au « capitalisme désorganisé », l'ouverture continue des marchés et le ralentissement de la croissance ont provoqué une augmentation structurelle du chômage.

## Défaites électorales

L'apreté croissante de la concurrence économique, les limites des finances publiques et l'accroissement du chômage ont conduit les gouvernements, notamment socialistes, à privilégier à la fois la compétitivité des entreprises et la limite des déficits, et donc à prôner la modération salariale. Les tensions internes produites par ces tentatives gouvernementales ont eu pour conséquences les défaites électorales du socialisme anglais, en 1979, puis allemand en 1982. Les sociaux-démocrates suédois ont connu le même sort un peu plus tard. Aujourd'hui, ces trois partis sont dans l'opposition. Depuis plus d'une décennie, les socialistes ont été confrontés au dilemme suivant : aller de plus en plus loin, dans la révision doctrinale et les politiques gouvernementales suivies dans le sens d'une modernisation de leur capitalisme national – par exemple en Espagne, dès l'arrivée au pouvoir en 1982, ou en France, après le tournant de 1983 – ou tenter, comme en Grande-Bretagne après la défaite de 1979, jusqu'en 1983, un raidissement doctrinal qui n'a eu pour conséquence que l'aggravation de la perte de crédibilité gouvernementale.

A la fin des années 80, les grands partis socialistes ont remis leurs projets et programmes en chantier dans le but de tirer toutes les conséquences du changement des conditions sociales et économiques, abandonnant, comme en Suède, une grande partie de ce qui leur restait encore de spécificité socialiste. Le progrès des idées libérales, l'écroulement du communisme, l'individualisation croissante et l'apparition de demandes qui n'étaient pas prises en charge ou pas suffisamment, écologie, droit des femmes, besoins de sécurité, ont conduit les partis socialistes à élargir leur champ de réflexion et d'action, et à réduire l'aspect productiviste de leur programme. Mais cela ne suffit pas dans la période à venir où la question du chômage structurel est devenu un défi et un enjeu central pour les socialistes. Les débats dans les milieux intellectuels proches de la social-démocratie allemande, appelant à une réflexion sur le partage du travail et l'établissement d'un keynésianisme à l'échelle européenne, voire au-delà, indiquent de nouvelles directions. Les socialistes sont contraints de renouveler les schémas qui, hier, avaient marqué l'âge d'or de la social-démocratie, celui de la croissance et celui du plein-emploi. On est loin de la simple révision des dogmes marxistes que vient d'effectuer le parti français. Il s'agit de beaucoup plus que cela, d'une explosion des cadres de référence à l'aide desquels étaient éva-

lués le progrès social, le rôle de l'Etat, la place du travail dans la société. On mesure ainsi l'ampleur du travail de réflexion à mener.

Or les partis socialistes n'ont pas d'autre issue que de progresser dans cette voie car le repli vers le statut de partis d'opposition n'a plus de sens maintenant qu'ils ont abandonné leur vieux fonds idéologique – même si demeure l'engagement en faveur des politiques de solidarité et de justice sociale – et qu'ils sont devenus des partis politiques « généralistes », c'est-à-dire ayant vocation à gouverner. La crédibilité gouvernementale est désormais la seule mesure de leur succès et la seule raison de leur action. Ils sont faits pour gouverner ou pour périr.

Crise organisationnelle aussi, et plus largement crise de la forme partisane traditionnelle, avec ce que le politologue Bernard Manin a appelé le passage de la démocratie de partis à la démocratie du public, du fait du développement des grands canaux modernes de la communication et de l'information relativement neutres que sont la télévision et les sondages d'opinion.

## Crise de la représentation

Le rôle des partis est à repenser d'autant que ces transformations de la démocratie représentative les font apparaître à l'opinion comme fermés sur eux-mêmes, incapables de prendre en compte les soucis des gouvernés, établissant une barrière entre eux, au mieux arrogants, au pire corrompus. La persistance de la crise économique accentue encore cette crise de la représentation. Les partis socialistes ne sont pas les seuls à souffrir d'une telle crise de confiance. Mais elle les frappe d'autant plus durement – surtout lorsqu'ils sont atteints par des scandales – comme actuellement les partis socialistes de l'Europe du Sud – qu'ils ont prétendu, depuis plus d'un siècle, assurer la véritable expression du peuple et opposer la vertu de l'action collective désintéressée à la puissance de l'argent. Idéologique et politique, la réflexion et le renouveau devront ainsi également concerner la forme parti elle-même. Ceux des partis qui ne pourront mener à temps cette réflexion risquent d'être condamnés d'autant que les bases traditionnelles des partis sociaux-démocrates sont en voie de dissolution rapide. Les partis socialistes ne feront pas l'économie d'une réflexion hardie sur les nécessités du nouvel âge démocratique.

Puisque le Parti socialiste français se veut aujourd'hui social-démocrate, il ne peut refuser de participer à la tâche de réflexion qui est celle de toute la social-démocratie européenne aujourd'hui. L'enjeu est de reconstituer une conception du progrès social répondant aux changements intervenus dans l'organisation des sociétés modernes et dans l'ordre de la représentation politique.

► Alain Bergounioux et Gérard Grunberg sont les auteurs de *Le Long Remords du pouvoir. Le Parti socialiste français (1905-1992)*, Fayard.

FONDATION DE CULTURE INTERNATIONALE ARMANDO VERDIGLIONE

## Le ciel d'Europe

## Congrès de la deuxième renaissance

Paris, 4-5-6 mars 1993

Maison de la Chimie - 28, rue Saint-Dominique, Paris 7<sup>ème</sup>

Entrée libre

La Russie dans l'Europe

L'Est de l'Europe

L'Italie

La conjuration des idiots

La Méditerranée et l'Europe

Les médias dans l'invention de l'Europe

Arts et inventions de la deuxième renaissance

L'intellectuel et la république

La nouvelle langue diplomatique

Logique et chiffre de la parole

Le roman dans l'Europe du troisième millénaire

Science, art et culture

Nation ou tribalisme?

La recherche de l'origine, le localisme

La cité plénière

Fondamentalisme,

populisme, provincialisme, racisme

L'Europe de Sarajevo

Inventer la politique,

l'éthique et l'Europe

La charte européenne

de la tolérance

Les femmes,

l'écriture, la société

Science et finance

Le malaise et la santé

L'image de l'Europe

du troisième millénaire

L'antisémitisme d'aujourd'hui

B. ACHMADULINA, J. AFANASIEV, F. ARRABAL, A. ATTI, E. AVERIN, P. BANDIERA, Y. BERGER, A. BITOV, E. BONNER, S. BOYANOV, T. BRACHET, R. BUSA, V. BYKOV, P. CALCAGNO, L. CAPUTO, A. CAVICCHIOLLO, A. CHERKIZOV, R. CHINAGLIA, R. DADOUN, P. DAIX, L. DAL SANTO, S. DALLA VAL, R. DAUDEL, A. DELPY, D. DESANTI, J.-T. DESANTI, J.-P. DOLLÉ, J. EDLIS, V. EROFEJEV, J.-P. FAYE, E. FONTELA, V. FORRESTER, C. FOSS, L. FOSS, C. FRUA DE ANGELI, J. FUKSIEWICZ, R. GALTZEVA, S. GAVRONSKY, D. GRISONI, G. GLEICHMANN, A. GLIBOTZ, C.-L. GRANDPIERRE, M. HALTER, J. HENRIC, N. IVANOVA, P. KARP, P. KAUFMANN, V. KURAEV, A. KUSNER, E. KUZNECOV, B.-H. LÉVY, D. LICHACOV, M. MAFFESOLI, M. MAIOCCI, J. MAMLEJEV, J. MARTINEZ, A. MARTINI, A. MARX, G. MATHÉ, P. MATHIS, M. MESCHINI, B. MESSERER, E. MORIN, J. NAGIBIN, G. NARIA, J.-D. NASIO, A. NEGRI, M. R. ORTOLAN, J. OURY, J.-J. POUVERT, U. PETERS, L. PLJUSC, G. POMERANTZ, L. PONOMAREV, M. POPOVIC, A. QUASIMODO, J. RAMONEDA, I. ROZANSKY, D. ROYCE, C. SCARRETTA, V. SELUNIN, A. SIVICHENKO, M.

## Le Monde de l'éducation

Mars 1993

Cahier spécial

Une grande enquête

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Guili, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenzi,  
Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75011 PARIS CEDEX 15  
Tél. (1) 40.65.25.25